

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE MARCHE PUBLIC DE SERVICES N°2025-07

En application de l'article L2123-1 du Code de la Commande publique

COLLECTE DES DECHETS DU CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR – SITE D'AIX EN PROVENCE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur
Pont de l'Arc CS 70445 13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2
Téléphone : 04.42.93.80.02
SIRET : 19130189400017

**La date et heure limites de réception des plis est le 03/09/2025 à 17h00
au plus tard, délai de rigueur**

SOMMAIRE

1 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Marchés réservés	4
1.4 Décomposition en lots et marchés réservés.....	4
1.5 Forme et durée du marché	5
1.6 Nomenclature du marché : codes CPV	6
1.7 Descriptif des besoins du marché.....	6
2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
2.1 Délai de validité des offres.....	8
2.2 Opérateurs économiques	8
2.3 Forme juridique du groupement.....	8
2.4 Variantes	8
2.5 Prestation supplémentaire éventuelle facultative à la demande du CREPS.....	8
2.6 Clauses Environnementales et sociales	8
2.7 Visite obligatoire du site.....	8
3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
3.1 Contenu du dossier	8
3.2 Téléchargement du dossier de consultation des entreprises	9
3.3 Modification du dossier de consultation des entreprises.....	9
3.4 Demande de renseignements complémentaires.....	9
4- PRESENTATION DES DOSSIERS CONTENANT LES PIECES DE LA CANDIDATURE ET LES PIECES DE L'OFFRE.....	10
5 - MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS	12
5.1 - Transmission électronique.....	13
5.2- Transmission sous support papier	13
6- EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	13
6.1 Sélection des candidatures.....	13
6.2 - Jugement des offres.....	13
6.3 Négociation.....	15
7- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	16
7.1 Contact CREPS (consultation et exécution).....	16
7.2- Procédures de recours	16

CONTEXTE DE LA CONSULTATION

Présentation du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur

Les CREPS, centres d'expertise, de ressources et de performance sportive, au nombre de 17 sur le territoire national, accueillent les pôles relevant des Parcours de Performance Fédéraux (PPF) validés par les fédérations sportives. Ils préparent les athlètes du point de vue sportif et de leur future insertion professionnelle. Ils assurent également l'accueil ponctuel d'équipes sportives de haut niveau (équipes de France et délégations étrangères) dans le cadre de stages de préparation aux compétitions nationales et internationales. Ils forment par ailleurs tous les publics aux métiers du sport et de l'animation.

Le CREPS Provence Alpes côte d'Azur est un établissement public local de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire, dont la gouvernance est partagée entre l'Etat et la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur.

Le **CREPS Provence Alpes Côte d'Azur** est composé de trois sites : **Aix-en-Provence ; Antibes ; Saint Raphaël Boulouris.**

La démarche du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur en faveur du développement durable

Au travers de sa charte Développement durable, le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur s'engage à adopter des mesures de gestion responsable des déchets telles que :

- Réduire les déchets non recyclables
- Recycler/valoriser 80 % des déchets
- Réorienter 100 % des déchets vers le flux correspondant (papier, cartons, plastiques, verre etc)
- Transformer /valoriser 80% des bio-déchets en compostage ou en production d'énergie.

La collecte des déchets triés est à la charge du CREPS sur le site d'Aix-en-Provence depuis le 01/09/2021 (suite à la délibération du 11/10/2018 du Conseil du Territoire du pays d'Aix et à la mise en place de la Loi de Transition écologique pour la croissance verte et du Plan régional de prévention et de gestion des déchets mettant fin à la collecte des déchets par la Métropole Aix-Marseille-Provence) et sur le site de Boulouris St Raphaël depuis le 01/01/2024 (collecte non assurée par la collectivité Estérel Côte d'Azur agglomération).

La présente consultation concerne le site d'Aix-en-Provence.

L'arrêt de la collecte des déchets par la Métropole a donné lieu à un 1^{er} marché du 01/10/2021 au 30/09/2022 puis un second marché du 01/10/2022 au 30/09/2025 (marché en cours).

Ce marché se terminant le 30/09/2025, le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur lance un 3^{ème} marché, objet de la présente consultation.

Remarques :

Le site d'Aix-en-Provence du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur dispose par ailleurs de 2 logements de fonction en bordure de voirie dont les déchets ménagers et assimilés (DMA) déposés dans des containers identifiés « logement » restent pris en charge par la Métropole.

La démarche du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur en faveur de l'inclusion

Dans le présent marché, certains lots sont réservés à des structures handicaps ou structures d'insertion par l'activité économique (article L. 2113-12 et article L. 2113-13 et L 2113-14 du Code de la commande publique).

Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur.

Dans les documents de marché le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur sera désigné par « le CREPS ».

1 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet

La présente consultation est relative à la collecte et à la valorisation des déchets issus de son activité sur le site d'Aix-en-Provence du CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR.

Lieu(x) d'exécution :

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur
Site D'Aix-en-Provence
62 Chemin du Viaduc et Chemin de la Guiramande
Pont de l'Arc
13098 AIX EN PROVENCE

1.2 - Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande publique.

1.3 –Marchés réservés

Un marché réservé est un marché public ou un lot d'un marché public dont l'accès est limité à des catégories spécifiques d'opérateurs économiques, notamment :

Les entreprises adaptées (EA), les établissements et services d'aide par le travail (ESAT), ou des structures équivalentes employant au moins 50% de travailleurs handicapés ou défavorisés (article L. 2113-12 du Code de la commande publique) ;

Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) employant également une proportion minimale de 50% de travailleurs handicapés ou défavorisés (article L. 2113-13) ;

Le présent marché entre dans le cadre des articles L. 2113-12, L. 2113-13 et L 2113-14 du Code de la commande publique.

Seuls les candidats remplissant les conditions de réservation mentionnées ci-dessus peuvent présenter une offre pour ces lots. Les candidats devront fournir les justificatifs attestant de leur éligibilité à la réservation conformément aux articles précités.

L'article 1.4 indique les prestations (lots) faisant l'objet de marchés réservés.

1.4 Décomposition en lots et marchés réservés

Le marché est alloté en 10 lots.

Les lots 4, 6, 7 et 10 sont des marchés réservés.

N°LOT	Objet du lot	Marché Réservé	Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT pour la durée maximale du marché
1	collecte des déchets non recyclables de type ordures ménagères (OM)	NON	sans	70 000
2	collecte et recyclage des emballages valorisables en mélange (EVM) : papiers, cartonnets, cannettes, bouteilles et autres emballages plastiques (déchets de type bac jaune dont le tri est identique à la celui du Pays d'Aix),	NON	sans	20 000
3	collecte des cartons à plat	NON	sans	12 000
4	collecte et recyclage des papiers de type bureau	OUI	sans	3 000
5	collecte et valorisation des déchets alimentaires en vue d'une transformation en compostage ou en énergie	NON	sans	28 000
6	collecte des déchets verts	OUI	sans	22 000
7	collecte des encombrants et déchets de type industriel banal (DIB)	OUI		11 000
8	collecte des déchets dangereux	NON		2000
9	collecte des déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI)	NON		1500
10	collecte des archives pour destruction	OUI		2500

Remarques :

Les déchets suivants ne sont pas concernés par la présente consultation :

- les déchets électroniques sont collectés gratuitement par une entreprise de valorisation de ces déchets
- les piles, néons, ampoules (apportés en points de collecte)
- les verres (apportés en points de collecte)

1.5 Forme et durée du marché

Forme de contrat	Accord-cadre mono-attributaire sans montant minimum et avec un montant maximum de 172 000 € HT, tous lots confondus
Prix	Unitaires et forfaitaires
Durée ferme de contrat pour tous les lots	24 mois (du 01/10/2025 au 30/09/2027)
Reconduction	Tacite, une fois 24 mois (du 01/10/2027 au 30/09/2029) T

Durée totale du contrat pour tous les lots	48 mois
Date de début d'exécution	01/10/2025

Pour le lot 5, le CREPS étudie la solution d'un compostage en interne. Pour cette raison, le lot 5 pourra ne pas être reconduit pour la période du 01/10/2027 au 30/09/2029.

1.6 Nomenclature du marché : codes CPV

90500000-2 - Services liés aux déchets et aux ordures
90510000-5 - Élimination et traitement des ordures
90511000-2 - Services de collecte des ordures
90511200-4 - Services de collecte des ordures ménagères
90511400-6 - Services de collecte du papier
90512000-9 - Services de transport des ordures ménagères
90513000-6 - Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux
90514000-3 - Services de recyclage des ordures ménagères
90520000-8 - Services relatifs aux déchets radioactifs, toxiques, médicaux et dangereux

1.7 Descriptif des besoins du marché

Lot	Intitulé du lot	Contenant	Nombre de passages	Nombre de contenants total	QUANTITE 2024	Montant maximum sur 4 ans en € HT
Lot 1	Déchets non recyclables	bac 660 litres	2/semaine	11	55 tonnes en 2024	70000
Lot 2	Emballages divers à recycler de type "bac jaune" (EVM)	bac 660 litres	1/quinzaine	8	87 120 LITRES	20000
Lot 3	Cartons à plat	bac 770 litres	1/semaine	5	36960 LITRES	12000
Lot 4	Papiers bureaux	contenant 45 L	à la demande (environ 3 collectes par an)	30	90 cartonnettes (3 passages/an)	3000
Lot 5	Déchets alimentaires	bac 120 litres	2/semaine	3	2,8 tonnes	28000
Lot 6	Déchets verts	benne 20 m3	à la demande (environ 8/an)	1	27 tonnes	22000
Lot 7	Déchets encombrants	benne 10 m3	à la demande (environ 6/an)	1	8 tonnes	11000
Lot 8	Déchets dangereux	caisse 900 litres	à la demande (environ 1/18 mois)	1	1 caisse palette	2000
Lot 9	DASRI	Cartons de 50 litres	1/trimestre	4	1 collecte de 4 cartons /trimestre	1500
		Collecteurs de 5 litres		2	0	
Lot 10	Archives	Benne	1 tous les 3 ans	1	1 enlèvement de 18 m3 tous les 3 ans	2500

172000

2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Opérateurs économiques

Le marché sera confié à un opérateur économique, ou un groupement d'opérateurs économiques.

2.3 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.4 Variantes

Les variantes techniques sont autorisées, portant notamment sur le type du contenant. Pour le lot 5, les candidats proposeront une solution différente du bac de 120 litres. La variante, si elle est retenue, se substituera à la solution du bac de 120 litres.

2.5 Prestation supplémentaire éventuelle facultative à la demande du CREPS

Pour le lot 4, le prestataire pourra proposer à l'achat dans son offre des contenants à papier solides et de format A4 fabriqués à partir de matériaux recyclés.

2.6 Clauses Environnementales et sociales

Le présent marché fait l'objet de clauses environnementales et sociales (marchés réservés). Se référer à l'article 4 du CCAP.

2.7 Visite obligatoire du site

Afin de repérer la localisation des points de collecte et les accès, les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite du site. Les titulaires du marché actuels sont dispensés de visite. Le CREPS leur remettra une attestation en ce sens.

Une attestation de visite signée par les 2 parties sera délivrée et devra être jointe au dossier de candidature.

Les visites auront lieu sur rendez-vous uniquement. Prendre contact avec :

Laurence Voland, mission Marchés et achats, (Tél : 06 23 46 94 64) ou en cas d'absence :

Sylvain Perrin, responsable Equipe maintenance (Tél : 06 19 63 36 46).

3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

3.1 Contenu du dossier

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la consultation et annexe(s)
- Le CCAP
- Le CCTP
- Le plan de masse du CREPS et la localisation des points de collecte
- La liste des points de collecte des contenants pour le lot 4 (papier de bureau).
- L'acte d'engagement (AE) et l'annexe financière pour chaque lot
- Les formulaires de candidature DC1 et DC2

- L'attestation de visite
- Le cadre de réponse pour chacun des lots.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.2 Téléchargement du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pourra être téléchargé sur la PLACE accessible depuis **www.marches-publics.gouv.fr** . Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du DCE, soit de manière anonyme. Dans cette dernière hypothèse, aucune information relative aux modifications éventuelles du DCE ne pourra être reçue.

3.3 Modification du dossier de consultation des entreprises

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation en cours de procédure.

Un délai minimal de 6 jours francs est garanti entre la date d'envoi de l'additif et la date de remise des offres. Au besoin, un report de cette dernière sera décidé.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les modifications des stipulations des documents de la consultation à la seule initiative du candidat sont interdites sous peine de rejet de l'offre pour irrégularité.

Il en est de même pour les réserves qui pourraient être émises relativement à certaines de leurs clauses

3.4 Demande de renseignements complémentaires

Le candidat adressera ses demandes de renseignements éventuelles en utilisant le profil acheteur du CREPS à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (PLACE) au plus tard 8 jours francs avant la date de remise de l'offre. Après s'être identifié, le candidat dépose sa demande de renseignement et il est averti, par courriel, du dépôt de la réponse par le CREPS (fichier Question-réponse ajouté au DCE). Cette procédure assure une traçabilité du dépôt des demandes de renseignement.

Le candidat devra vérifier que son adresse électronique est correctement orthographiée, et il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique (y compris Je dossier « SPAM » ou « courriers indésirables »).

Si les réponses à ces demandes de renseignements complémentaires apportent au candidat demandeur des précisions supplémentaires (et non une simple confirmation d'un élément explicitement décrit dans Je dossier de consultation), le pouvoir adjudicateur transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à

chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

4- PRESENTATION DES DOSSIERS CONTENANT LES PIÈCES DE LA CANDIDATURE ET LES PIÈCES DE L'OFFRE

Forme du dossier de réponse électronique

Le pli doit comporter 2 dossiers :

- un dossier contenant les renseignements relatifs à la candidature (dossier candidature) ;
- un dossier contenant l'offre (dossier offre).

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées ci-dessous. En cas de groupement, tous les co-traitants doivent fournir l'ensemble des pièces administratives demandées.

Pièces de la candidature

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement et le nom du mandataire (modèle DC1 fourni dans le DCE), signée manuellement ou électroniquement. En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée d'exécution du marché
Un extrait K bis (immatriculation au registre du commerce) ou tout autre document considéré comme équivalent En cas de sous-traitance : une déclaration de sous-traitance le cas échéant (document DC4 joint au dossier).
Pour les lots réservés : preuve de l'éligibilité (le candidat doit être inscrit sur la liste des fournisseurs éligibles sur le site https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/)
Les soumissionnaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement (entreprises de plus de 500 salariés) présentent leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Une déclaration du candidat (modèle DC2 fourni dans le DCE) attestant que le candidat : a satisfait aux obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2021. ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir, n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin numéro 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du Code du travail. signée manuellement ou électroniquement.

Un Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (délégation de pouvoir par exemple);

Si le candidat est admis au redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet, ou le plan de redressement dont elle bénéficie, ou d'une procédure équivalente pour les candidats étrangers ainsi que la justification de l'habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché;

Document attestant que le candidat est autorisé à transporter les déchets pour lesquels il propose une offre (uniquement pour le lot 8)

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Remplir le cadre de réponse fourni dans le DCE
Libellés
Indication sur le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat. Remplir le cadre de réponse fourni dans le DCE
Indication des moyens mis en œuvre pour la traçabilité, le recyclage et la valorisation des déchets (lieux de recyclage, partenaires) Remplir le cadre de réponse fourni dans le DCE
Les labels et certificats en matière de responsabilité sociale et environnementale Remplir le cadre de réponse fourni dans le DCE

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE)
L'annexe financière , annexe de l'acte d'engagement pour chaque lot
Le cadre de réponse technique pour chacun des lots comprenant : volet 1 : moyens <ul style="list-style-type: none">les moyens techniques dédiés : contenants, camions ou véhicules dédiésles moyens humains dédiés : nombre, expérience des chauffeurs, stabilité dans l'entreprisele centre de traitement des déchets : identification, méthodes de tri, (enfouissement, incinération, autre pour le lot 1) volet 2 : méthodologie et procédure, démarche qualité et suivi <ul style="list-style-type: none">organisation et suivi des tournées, le suivi logistique, le respect de l'organisation prévuesolutions en cas d'erreur de tri, adaptation et la flexibilité de l'offre en réponse aux

besoins du Creps

- le circuit de traitement des déchets depuis son enlèvement jusqu'au retraitement
- la méthode du calcul du poids des déchets pour les ordures ménagères
- le suivi commercial et administratif
- la possibilité de visiter le centre de tri pour le lot 2 et du centre de compostage pour le lot 5

volet 3 : considérations environnementales (pour tous les lots)

L'empreinte carbone du trajet entre l'entreprise, le CREPS et le centre de tri

La valorisation des déchets (quantité de CO2 économisé et/ou transformation des déchets)

La composition (matériaux) et origine des bacs (lieu de production)

Les propositions et conseils donnés au CREPS sur pour réduire son impact carbone en matière de déchets

volet 4 : considérations sociales (pour les lots réservés)

Performances en matière d'insertion professionnelle des publics en difficultés :

Le processus d'intégration dans la structure et modalités de formalisation d'un parcours individuel

L'évolution professionnelle des salariés en insertion

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5 – MODALITES DE REMISE DES DOSSIERS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Réponse électronique au moyen du Document Unique de Marché Européen (DUME)

La réponse par le Document Unique de Marché Européen (DUME) est possible. Le DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne qui peut être utilisé pour candidater aux marchés publics.

Pour renseigner le DUME, il suffit au candidat de se rendre sur la PLACE et de choisir le DUME comme modalité de réponse. Le DUME est notamment pré-rempli sur la base du numéro SIRET. Il permet de:

- bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux);
- bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global;
- d'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées.

Il appartiendra au candidat de compléter les autres informations éventuelles.

Le DUME rend également possible la récupération automatique de certaines attestations à fournir lors de l'attribution du marché. Ces attestations sont récupérées dès la validation du formulaire et l'entreprise est libre de les utiliser ou non.

5.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le site de la PLACE : référence 2025-07 (www.marches-publics.gouv.fr/entreprise).

Les plis seront ouverts après la date limite de remise des offres. Un accusé de réception de votre dossier vous sera remis.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies dans la présente lettre de consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. L'offre sera considérée « hors délai » si le mail est reçu après la date et l'heure limites de réception des offres. Dans ce cas le dossier ne sera pas ouvert.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, le candidat devra indiquer que cette consultation annule et remplace l'offre précédente.

5.2- Transmission sous support papier

La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

6– EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6-1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 2 jours calendaires.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière (dont les pièces seraient incomplètes) pourra être régularisée dans un délai approprié. En revanche, toute offre inappropriée

ou inacceptable sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres (pour chacun des lots) sont pondérés de la manière suivante :

Critères d'attribution pour les lots 1,2,3,5 8,9 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations Note obtenue sur 100 points = $100 \times (\text{prix le plus bas/pris étudié})$	60 points
2-Valeur technique Note obtenue sur 20 points sur la base du mémoire technique avec les sous-critères suivants :	25 points
2.1 Les moyens techniques et humains, le centre de traitement des déchets <ul style="list-style-type: none">les moyens techniques : contenants, camions ou véhicules dédiésles moyens humains dédiés : nombre, expérience des chauffeurs, stabilité dans l'entreprisele centre de traitement des déchets : identification, méthodes de tri, issue finale	<i>10 points</i>
2.2 méthodologie et procédure, démarche qualité et suivi <ul style="list-style-type: none">organisation et suivi des tournées, le suivi logistique, le respect de l'organisation prévuesolutions en cas d'erreur de tri, adaptation et la flexibilité de l'offre en réponse aux besoins du Crepsle circuit de traitement des déchets depuis son enlèvement jusqu'au retraitementla méthode du calcul du poids des déchets (poids réel ou estimation)le suivi commercial et administratifla possibilité de visiter le centre de tri pour le lot 2 et du centre de compostage pour le lot 5.	<i>15 points</i>
3- Considérations environnementales L'empreinte carbone du trajet entre l'entreprise, le CREPS et la destination finale du déchet La valorisation des déchets (quantité de CO2 économisé et/ou transformation des déchets) La composition des bacs (matériaux, % de matières recyclées dans la fabrication) et origine des bacs (lieu de production) nombre de bacs issus du réemploi	<i>15 points</i>

Critères d'attribution pour les marchés réservés (lots 4,6,7,10)

Critères	Pondération
1-Performances en matière d’insertion professionnelle des publics en difficultés 1.1 Processus d’intégration dans la structure et modalités de formalisation d’un parcours individuel 1.2 Evolution professionnelle des salariés en insertion	30 points 15 points 15 points
2. Valeur technique 2.1 Moyens humains mis en place dans le cadre de la prestation 2.2 Moyens matériels 2.3 Contrôle qualité, suivi tournée	30 points 10 points 10 points 10 points
3.Considérations environnementales L’empreinte carbone du trajet entre le CREPS et la destination finale du déchet La valorisation des déchets (quantité de CO2 économisé et/ou transformation des déchets) La composition des bacs (matériaux, % de matières recyclées dans la fabrication) et origine des bacs (lieu de production) nombre de bacs issus du réemploi	10 points
3 Prix des prestations	30 points

Variantes : qu’elles soient autorisées ou imposées (lot 5), les variantes sont analysées sur la base des mêmes critères d’attribution et des mêmes modalités que l’offre de base.

PSE facultative : la PSE ne fera pas l’objet de l’analyse. Le CREPS retiendra ou non cette prestation au stade de l’attribution du lot, qui viendra s’ajouter à l’offre de base.

Le classement des offres sera effectué à partir du total de points obtenus.

Le candidat retenu sera celui ayant obtenu le total de points le plus élevé et par conséquent classé 1^{er}

Les candidats pressentis devront fournir les attestations fiscales et sociales prévues aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

6.3 Négociation

Le CREPS se réserve le droit de négocier avec les 2 candidats les mieux classés pour chaque lot. Il pourra accepter les offres en l’état sans négociation.

La procédure de la négociation pourra être écrite ou orale (entretien) et peut porter, tant sur les

éléments de l'offre (moyens, conditions d'exécution, etc.) que sur les éléments financiers.

Dans un souci d'égalité, les candidats seront auditionnés dans les mêmes conditions.

Justificatifs à produire par le candidat pressenti.

Lors de l'attribution du marché et avant la notification le candidat doit prouver qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales. Il devra produire :

- Une attestation fiscale justifiant de la régularité fiscale
- Une attestation de vigilance délivrée par le site de l'URSSAF
- La déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) délivrés par l'AGEFIPH
- S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, il sera éliminé et le candidat classé second sera sollicité dans les mêmes conditions.

En cas d'utilisation du formulaire DUME le candidat pressenti n'a pas à fournir les attestations ci-dessus.

7– INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1 Contact CREPS (consultation et exécution)

Les questions des candidats doivent être posées sur le site de la plateforme des marchés publics de l'Etat.

Néanmoins en cas de difficultés il sera possible de contacter le référent CREPS pour ce marché : Laurence Volland (laurence.volland@creps-paca.sports.gouv.fr Tél : 06 23 46 94 64).

7.2- Procédures de recours

En cas de litige entre les parties à propos notamment de l'exécution, de l'interprétation, de la résiliation du marché, et à défaut de solution amiable, le tribunal administratif territorialement compétent est le tribunal administratif de Marseille.

Adresse : 31 Rue Jean François Leca – 13002 MARSEILLE

E-Mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Tel : 04 91 13 48 13

URL : <http://marseille.tribunal-administratif>